



Monsieur Jacques OGUER
Commissaire-enquêteur
Mairie d'Istres
Direction de l'Urbanisme Opérationnel
1, Esplanade Bernardin Laugier
13800 Istres

Nos réf. : NA/MAL/29266
25.02.2020

Par lettre remise en main propre et par mail (pref-ep-canaux-jumeaux@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

J'interviens à la présente enquête en ma qualité de Chef du Centre d'essais BMW à Entressen, à proximité duquel se situe le puits des Canaux Jumeaux.

Lors de ma visite en mairie du 14 février dernier, deux sujets ont particulièrement retenu mon attention dans la mesure où ils pourraient porter atteinte à nos activités sur le centre d'essais.

1- La canalisation pour le bouclage des puits des Canaux Jumeaux et de Sulauze (§ 4.6.1 de l'étude d'impact)

Au point 4.6 de l'étude d'impact (Pièce n°3 : Dossier au titre du code de l'environnement), il est fait mention d'une interconnexion entre le puits des Canaux Jumeaux et le puits de Sulauze.

La figure 19 (page 74/103) de la Pièce n°3 indique ensuite que le tracé retenu pour la canalisation d'interconnexion entre ces deux puits passera dans le centre d'essais BMW alors que, d'une part, nous n'avons jamais été consultés à ce sujet et, d'autre part, que l'étude d'impact n'étudie pas les incidences de cette interconnexion, en particulier sur le milieu humain et les activités du centre d'essais de BMW.

Il s'agit d'un important déficit de l'étude d'impact, qui n'a d'ailleurs pas échappé à l'Autorité environnementale dans son avis du 10 janvier 2020.

Mais surtout, le passage d'une canalisation dans l'enceinte du centre d'essais pourrait, en fonction du tracé retenu, nuire à nos activités.

En effet, le centre d'essais a principalement vocation à tester l'endurance, les coefficients d'adhérence, de friction et de glissement des véhicules. Si les circuits et pistes en place devaient être raccourcis ou interrompus, nos tests et donc le centre d'essais en lui-même- perdraient leur utilité.

Il est donc indispensable que le tracé de la canalisation d'interconnexion présenté comme « retenu » dans la Pièce n°3 fasse l'objet d'une meilleure étude et ne soit pas validé en l'état.

2- Les servitudes dans le périmètre de protection rapproché (§ 6.1.2 de l'étude d'impact)

Ce sujet a grandement motivé le recours de BMW ayant conduit à la décision du Tribunal administratif de Marseille du 14 mars 2019, à l'origine de la présente enquête publique.

En effet, le centre d'essais BMW de Miramas est situé à proximité du puits des Canaux Jumeaux et serait par conséquent impacté par la mise en place des périmètres de protection envisagés par la Métropole d'Aix Marseille.

Or, pour la poursuite de nos activités sur le site d'Entressen (occupé par BMW depuis 1986), il nous est indispensable de pouvoir construire sur les parcelles appartenant à BMW et dans le périmètre de protection rapproché (PPR) :

- des ouvrages légers en particulier de type garage permettant de protéger les prototypes en cas de survol du site ;
- des pistes d'essais.

De tels aménagements ne seraient toutefois pas possibles si les servitudes étaient adoptées en l'état du dossier soumis à enquête.

En effet, en application du point 10 de la page 79/103, toutes les nouvelles constructions seraient systématiquement interdites dans le PPR, à l'exception, et sous certaines conditions, des extensions ou aménagement de constructions autorisées d'ores et déjà existantes.

De même, la construction et la modification des voies de communication seraient également systématiquement réglementées au sein du PPR.

Or, l'évolution des techniques comme des véhicules nous conduit à devoir bénéficier d'une certaine fluidité des ouvrages. Une interdiction de principe à tout type d'ouvrage ferait obstacle à cette fluidité et partant de là à ce que le centre d'essais conserve sa fonctionnalité.

Comme nous l'avions fait valoir devant le Tribunal Administratif nous souhaitons donc que l'implantation de certains types d'ouvrages n'ayant pas d'impact sur les intérêts protégés par le PPR soit possible, cette implantation pouvant être conditionnée à un avis préalable d'un hydrogéologue.

Afin de ne pas nuire aux activités de BMW sur le site de Miramas, il convient de ne pas adopter les servitudes du PPR telles qu'actuellement décrites dans le dossier d'enquête publique et de permettre à BMW de construire, d'une part, des ouvrages légers de type garage permettant de protéger les prototypes en cas de survol du PPR et, d'autre part, des pistes d'essais.

Chaque construction pourrait naturellement se faire sous la réserve de l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ces observations fondamentales pour la poursuite des activités de BMW sur le centre d'essais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-enquêteur, mes sincères salutations.

N. Allègre
Chef du Centre d'Essais
Centre d'Essais BMW
CD 5
13118 Entressen

